



Subventions aux buralistes

Rubrique : questions-réponses - Date : vendredi 21 novembre 2003

Trouvez vous normal que l'état subventionne les buralistes avec nos impôts, sous prétexte qu'ils vont voir leur chiffre d'affaires baisser du fait des hausses récentes ou à venir ?

Si notre but à terme est la suppression du tabac dans ce pays, il faudra bien que les buralistes envisagent de changer de métier ; après tout, celà arrive à beaucoup de gens...

Réponse :

La situation est plus complexe qu'il n'y paraît car les hausses de prix entraînent :

- Une diminution des ventes (en poids de tabac) mais une augmentation des recettes puisqu'elles sont proportionnelles au prix de vente.
- Une diminution de fréquentation et corrélativement une diminution des ventes collatérales (alcool, loterie, chewing-gum, ...)
- Une contrebande frontalière qui est certainement préjudiciable aux débitants frontaliers mais n'a pas d'incidence à l'échelle de la nation.
- Une supposée augmentation de la contrebande par containers qui, à ce jour, ne repose sur aucune enquête sérieuse. Les seuls faits révélés par la presse concernent des marchandises en transit qui avaient toutes pour destination le Royaume Uni. - Une prétendue augmentation des braquages de débits de tabac que Jean-François COPPEE a démentie, chiffres à la main. Seul le département du GARD a constaté une recrudescence importante imputable à une bande organisée.

Or, les buralistes sont des contractuels du ministère des finances, à la fois serviteurs de l'état et marchands de poison (c'est écrit sur les paquets).

- Ils n'ont pas la sécurité de l'emploi et des revenus des fonctionnaires, ne peuvent faire ni publicité ni propagande et dépendent totalement du pouvoir exécutif pour l'établissement des prix.
- Mais ils sont également le dernier maillon entre les industriels du tabac et le fumeur. Et quand on connaît la puissance financière et les sommes colossales dépensées par les cigarettiers pour promouvoir leurs produits ! Dans l'idéal, la consommation pourrait diminuer de moitié en une dizaine d'années, comme au Canada, pour atteindre la limite incompressible de 15% de la population. Pendant ce temps, les prix devraient au moins doubler et les revenus des buralistes être maintenus.

Toutes ces ambiguïtés réunies permettent de mieux comprendre, sans pour autant justifier, la fronde néo-poujadiste d'une profession dont ni le présent ni l'avenir ne sont en péril mais qui profitent d'une erreur de programmation du gouvernement : Pour avoir un effet maximum sur la consommation, l'augmentation idéale des prix doit être de 15 à 25% par an en une seule fois, il ne fallait pas faire l'augmentation de milieu d'année.